

Écrit par le 13 juin 2026

Les pays à l'origine du plus grand nombre de cyberattaques à visée politique

Cyberattaques à visée politique : les pays les plus actifs

Pays à l'origine de la plus grande part des cyberincidents à dimension politique recensés de 2000 à 2023



44,8 %	● Non identifiés
11,9 %	● Chine
11,6 %	● Russie
5,3 %	● Iran
4,7 %	● Corée du Nord
2,6 %	● Ukraine
2,3 %	● États-Unis
1,8 %	● Pakistan
1,7 %	● Turquie
13,4 %	● Autres pays

Basé sur l'analyse de 2 506 incidents : attaques politisées et non politisées visant des cibles politiques, attaques visant des infrastructures critiques, attaques menées par des États (ou groupes affiliés) ainsi que par des acteurs non étatiques ayant des objectifs politiques.

Source : European Repository of Cyber Incidents (EuRepoC)



statista

Écrit par le 13 juin 2026

Fin janvier, les autorités américaines ont indiqué avoir déjoué un réseau de cyberpirates baptisé Volt Typhoon, qui, selon les [États-Unis](#), visait plusieurs infrastructures civiles critiques du pays pour le compte de la [Chine](#). Cette affaire a de nouveau mis en lumière les capacités de nuisance supposées du géant asiatique en matière de cybersécurité.

Entre 2000 et 2023, la base de données du [European Repository of Cyber Incidents \(EuRepoC\)](#) a recensé un total de 2 506 cyberattaques à caractère politique dans le monde, perpétrées par 679 acteurs/groupes connus. Ces cyberincidents recouvrent notamment des attaques politisées et non politisées visant des cibles politiques ainsi que des attaques contre des infrastructures critiques, et ce qu'elles soient menées par des États (et groupes affiliés) ou par des acteurs non étatiques ayant des objectifs politiques.

Comme le détaille notre infographie, près de 12 % des [cyberattaques](#) à dimension politique détectées depuis le début du siècle ont été lancées de Chine, suivie de la Russie, avec une part similaire (11,6 %). L'Iran a été à l'origine de 5,3 % de ces cyberincidents sur la période étudiée et la Corée du Nord de 4,7 %. À noter que la plupart des actes malveillants de ce type (45 %) n'ont pas été attribués, ce qui signifie que le pays d'origine n'a pas pu être identifié dans de nombreux cas.

Dans le détail, près du tiers des cyberattaques à visée politique analysées ont été menées par des États (ou groupes affiliés), et une part identique par des acteurs non étatiques ayant des objectifs politiques. Environ la moitié des attaques recensées visaient des cibles politiques (personnalités, partis,...) et près de 20 % des infrastructures critiques.

De Tristan Gaudiaut pour Statista